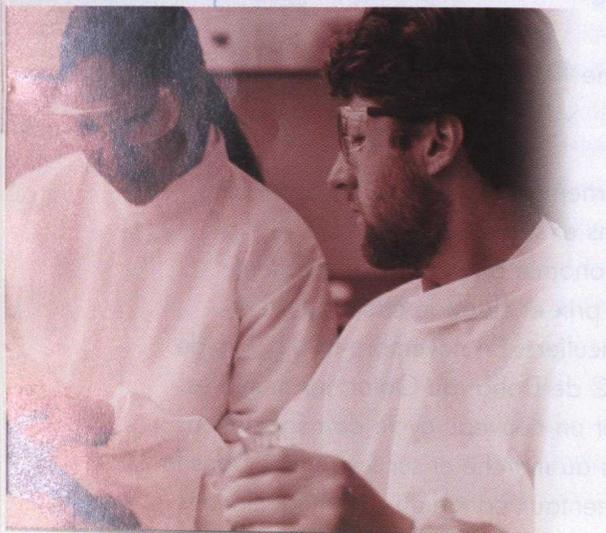


- programme de travail ciblé sur l'investissement, la politique de la concurrence, la transparence dans les marchés publics et la facilitation du commerce.

En outre, les ministres ont clarifié les règles de la propriété intellectuelle en vertu de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) afin de réaffirmer que cet Accord est cohérent avec l'objectif de garantir l'accès des pays en développement aux médicaments essentiels pour des maladies comme le sida, la tuberculose et la malaria.

Le principal avantage que le Canada peut espérer du PDD est la réduction significative des subventions agricoles pratiquées par les États-Unis et par l'UE. Nous souhaitons également aborder la

question du protectionnisme de la part des pays en développement à forte croissance comme l'Inde, la Chine et le Brésil, qui érigent toujours des obstacles tarifaires et non tarifaires de taille pour nos exportations de biens et de services, tout en conservant des pratiques (comme les subventions) qui faussent les échanges avec les pays tiers. Nous pensons qu'il existe de bonnes chances de parvenir à ces améliorations de l'accès aux marchés selon des modalités profitables à tous.



D'une part, le Programme de Doha pour le développement créera de nouveaux débouchés par l'échange réciproque de concessions, et permettra d'autre part aux nations commerçantes de renforcer, de mettre à niveau et d'étoffer le système basé sur des règles. Comme les approches nationales d'une série de questions et les politiques ayant des effets économiques peuvent se répercuter au-delà des frontières d'un pays, les règles sont importantes pour trouver un équilibre entre les intérêts des différents membres de la communauté commerçante mondiale et pour fournir un cadre prévisible pour l'élaboration des politiques nationales. Dans le monde réel, elles sont également préférables, et de loin, pour une petite économie, à la « loi de la jungle » qui prévaudrait sinon. Le Canada espère appliquer les règles afin de rendre prévisibles de nouveaux secteurs tels que le commerce électronique, et de mieux structurer des questions problématiques récurrentes comme les subventions, les mesures